

ABONNEMENT

Un an..... 18 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 50

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers
PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
Ou trimestre commencé sera dû.

BUREAUX: 4. PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance.

SAUMUR, 4 JANVIER

Début de l'an 95

L'année 1894 avait gentiment commencé : le 10 janvier, M. Vaillant était condamné à mort pour la praline lancée dans la Chambre des députés. Le 12 février, le citoyen Emile Henry opérait, lui-même, au café Terminus. Le 19, le 20 du même mois, on glanait des bombes rue Saint-Jacques et au faubourg Saint-Martin. Le 13 mars, à l'entrée de l'église de la Madeleine, Pauwell dit « le rempart des croyants » était coupé en deux par un marron non glacé de sa composition.

Laissons de côté la « machinette » du restaurant Foyot et le coup du 24 juin à Lyon. La déveine continue jusqu'au décembre final. On tombe sur les maîtres chanteurs — sans musique et plus forts que ceux de Wagner ; — on vomit, à la dernière heure, un Dreyfus. Vous croyez bonnement que c'est assez d'horreur et de malpropreté. Pas du tout. Vous oubliez nos bons « socialisses ». Les Ravachol peuvent chômer ; le « socialisse » ne se croit jamais le droit de « flemmarder ».

La bande Guesde et Cie, c'est le trio tiré à mille exemplaires des sorcières de Macbeth. Ça ne sonne qu'à l'inquiétude et qu'au mal. Il n'y avait plus — pour le moment — de « marmites » ou de surins agencés pour « la belle ouvrage ». On se rabat sur une grève, quitte à lui donner, ultérieurement, les développements nécessaires.

Les tisseurs de Roanne se sont mis en grève. Pour quelle raison, nous allons tâcher de l'expliquer. Ils gagnent 4 fr. par jour, et ce salaire, supérieur aux tarifs de Rouen et des Vosges, leur semblait fort acceptable. Joignez à cela que cette industrie occupe indistinctement les hommes et les femmes, ce qui permet aux familles de gagner entre 15 et 18 fr. par jour, que la vie n'est pas très chère à Roanne, que les patrons sont, pour le plus grand nombre, réputés en user paternellement avec leurs salariés, et vous comprendrez sans trop de peine que cette petite population était heureuse. Les grévistes eux-mêmes en tombent d'accord et reconnaissent, en outre, qu'ils ne sauraient prétendre à une bien grande augmentation de salaire, car, si la cotonnade trouve de nombreux débouchés, elle le doit à son bas prix : 30 centimes le mètre, dont 15 vont à la main-d'œuvre. Augmentez celle-ci, la vente diminue, et la poule aux œufs d'or est encore une fois tuée.

Aussi n'est-ce pas la question de salaire qui met le feu aux poudres ; c'est, comme toujours, une invasion de l'abominable syndicat. Les tisseurs proposent une révision de tarif et les fabricants acceptent, en principe. Ils disent aux ouvriers : « Nommez un, deux, trois délégués par tissage ; ils s'aboucheront avec nous et, tous ensemble, nous chercherons une solution qui vous satisfasse sans nous ruiner. » Cette proposition parut d'abord très raisonnable ; mais le lendemain, les malins, les « sublimes » signifièrent cet ultimatum : « Nous ne voulons pas de délégués ; nous entendons que le nouveau tarif soit signé par vous et le président de notre chambre syndicale. »

Et voilà le syndicat fourré dans l'affaire, le syndicat, le minotaure de l'ouvrier actuel, le

plus exécration, le plus impitoyable, le plus vorace et le plus lâche des tyrans, qui dévorera tout crus mineur, tisseur, etc., qui leur sucera jusqu'à la moelle des os. Alors, il ne s'agit plus de savoir si l'on modifiera un tarif, mais si l'on imposera aux patrons, qui naturellement refusent, la reconnaissance officielle de l'ingérence syndicale dans la marche intérieure des manufactures. Cependant, on pouvait encore s'entendre et des négociations amicales auraient sans doute amené la plupart des tisseurs à ne pas maintenir cette absurde et insultante prétention. Va te promener. Le syndicat télégraphie à Paris ; et il pleut, il grêle, aussitôt, sur Roanne, du Guesde, du Chauvin, du Vaillant, du Sembat, jusqu'à du Prudent Dervillers, au total cinq bidons de pétrole pour alimenter l'incendie.

Et ce qu'ils sont gentils, ces amours-là, jugez-en. Patrons et ouvriers viennent d'accepter l'arbitrage du juge de paix. « De quoi ! tonne le Chauvin. Des arbitrages ! tu t'en ferais péter la flanelle. On a des syndicats, ou l'on n'en a pas. Or, nous en avons et nous en userons. Et, si vous n'êtes pas satisfaits, vous le direz à Brisson. »

Et puis, en sus de Guesde et du joli Chauvin suscussé, il y a Mayeux, le secrétaire de la Bourse du Travail, qui est, de profession, troquet, comme le fût jadis Basly à Fourmies, et qui s'entend, presque aussi bien que son prédécesseur et modèle, pour pratiquer le vide dans les ateliers et peupler ses zincs.

Et cette sinistre bouffonnerie — Dieu veuille qu'elle ne se farde point de sang ! — va durer dix, quinze jours, un mois peut-être, deux mois... qui sait ! jusqu'à ce que ces imbéciles — oui, imbéciles, je le dis hautement — aient bu leur dernier outil, vendu jusqu'à leur dernière chaussette, que l'homme, le ventre rentré, ne puisse plus se tenir debout, que la femme ait sué sa dernière larme et l'enfant fini de râler, que les révoltés soient allés s'aplatir aux genoux des patrons honteux eux-mêmes de ce degré d'avitissement. Et alors, la farce jouée, les comparses enterrés, la clique des Guesde s'en ira, son « cachet » en poche, porter dans une autre région, qu'ils se partageront à disséquer, son toupet, ses boniments, gibecières, muscades, ses coups de « gnaule » et, au besoin, la torche, la bombe et le couteau.

INFORMATIONS

Renouvellement par moitié des Conseils généraux

C'est cette année, au mois de juillet, que doit avoir lieu le renouvellement par moitié des conseils généraux de toute la France.

Cette opération électorale, importante en tout temps puisque chaque fois elle porte sur 4,500 conseillers, aura en outre une conséquence intéressante pour la législature.

Il y a, en effet, parmi les conseillers à renouveler un nombre assez considérable de députés et de sénateurs qui cumulent le mandat de membres des assemblées départementales avec le mandat législatif.

Pour les députés en particulier, le renouvellement offre cet intérêt qu'il donnera à une partie du corps électoral l'occasion de manifester son sentiment sur certains de ses représentants, au cours de la législature actuelle,

destinée, comme on le sait, à durer par exception jusqu'au 31 mai 1898.

Le nombre des députés se trouvant dans ce cas s'élève à 137 ; celui des sénateurs s'élève à 64.

Un nouveau Panama. — L'affaire des chemins de fer du Sud

M. Bernard, commissaire aux délégations, avait été chargé d'opérer diverses perquisitions au siège de la Société des Chemins de fer du Sud, afin de retrouver les livres de l'ancienne société anonyme, constituée en 1883, et qui a été modifiée en 1889.

Tous les documents recherchés n'avaient pu être saisis, et M. Bernard dut effectuer diverses autres opérations, ayant le même objet.

À la suite de ces recherches, M. Félix Martin, ingénieur directeur de la Compagnie, maire de Saint-Raphaël, a été arrêté avant hier soir.

Le bruit courait, en outre, de l'arrestation de M. Georges Cerbelaud, ingénieur, directeur adjoint, et d'un troisième fonctionnaire.

D'autres arrestations sont annoncées. On prononce les noms de personnages politiques en vue.

A Madagascar

Le gouvernement a reçu hier la dépêche suivante de M. Le Myre de Vilers :

« Zanzibar, 2 janvier. — En réponse à une communication du 12 décembre, le premier ministre proteste contre la prise de Tamatave et la violation du traité ; il rend le gouvernement de la République responsable des préjudices dont pourraient être victimes les Malgaches et les étrangers.

» Rainilairivony a espéré que vous apprécierez le bon esprit du contre-projet qu'il m'a remis le 24 octobre.

» Je n'avais plus qu'à me retirer. »

La mission de notre envoyé extraordinaire est donc terminée et comme l'indique la fin de la dépêche de M. Le Myre de Vilers, celui-ci va s'embarquer pour rentrer en France.

A Tamatave. — Assassinat d'un Anglais

Une autre dépêche du commandant Bienaimé, chef du blocus, annonce que l'occupation de Tamatave est assurée ; elle dit également qu'un Anglais, du nom de Sornet, a été assassiné par les Hovas, à douze kilomètres de Tamatave.

Le général Voyron

Sur la proposition de M. Félix Faure, ministre de la marine, le général Voyron a été désigné pour commander la brigade fournie par la marine pour l'expédition de Madagascar.

En Algérie

Oran, le 3 janvier. — Dans les derniers jours de décembre, à la frontière marocaine, les Mehayas déclaraient la guerre aux Angads qui, trop faibles, refusèrent d'engager les hostilités.

Abusant de leur force, les Mehayas envahirent trois tribus et s'emparèrent de 3,000 têtes de bétail. Pendant l'échauffourée, les Angads enrent plusieurs tués.

D'autre part, les tribus des Beni-Bouzegou et des Beni-Nassen qui s'étaient révoltées dernièrement contre leur caïd, ont été vaincues par ce dernier. Aujourd'hui la pacification est effectuée. Les rebelles ont versé au chef 40,000 francs d'indemnité et lui ont fait cadeau de six magnifiques chevaux.

Le député Mirman

M. Mirman, soldat au 29^e bataillon de chasseurs, a bénéficié de la levée générale des punitions qui a été faite par le commandant Bazin à l'occasion du 1^{er} janvier.

M. Mirman a repris aussitôt son service dans sa compagnie.

D'un autre côté, on annonce que le ministre de la guerre, après avoir paru, à diverses reprises, vouloir tenir la main à l'application de la loi militaire, dans toutes ses conséquences, au député Mirman, s'est laissé émouvoir par les criaileries des socialistes, et voici qu'on annonce que le chasseur Mirman va être soumis à l'examen du conseil de réforme, la myopie du député de Reims le rendant impropre au service.

Cela va-t-il être fini ?

L'espionnage en France

Il est avéré que, depuis six semaines, le ministre de la guerre a signalé plus de vingt-cinq espions, qu'on s'est contenté d'expulser.

Nous espérons qu'on se montrera moins magnanime à l'avenir.

Un cadeau de la Russie

On se souvient que les Russes, en témoignage de leur sympathie pour la France, avaient résolu d'offrir à Notre-Dame une cloche monumentale.

Mais les architectes ayant démontré que les tours de la basilique ne pourraient supporter un tel poids, il fut résolu, d'accord entre le comité russe et le cardinal Richard, que ladite cloche serait destinée à l'église du Sacré-Cœur.

Cette cloche, du poids de 18,000 kilog., qui s'appellera « la Cloche de la Paix », est, écrit-on de Saint-Petersbourg, à la veille d'être terminée.

D'ici à quatre ou cinq semaines, elle sera transportée par chemin de fer à Odessa, et de là, par un bateau spécial russe, à Marseille, d'où elle sera dirigée par voie de terre sur Paris.

Double exécution

Mont-de-Marsan, 3 janvier. — Ce matin, à 7 h. 15, a eu lieu, place de la Tannerie, la double exécution de Menaut et de Daubagna, les auteurs du crime de la prison d'Orthez.

Malgré un temps affreux, une foule nombreuse assistait à cette double exécution.

Château brûlé

Bordeaux, 3 janvier. — Un terrible incendie a détruit le château Palaiseq, appartenant à M. Barronssel et sis sur le territoire de la commune de Pessac.

Le feu a été communiqué par les tuyaux du calorifère chauffant tout l'immeuble.

En un clin d'œil le château entier a été en flammes. À peine si les habitants ont eu le temps de se sauver. Ils n'ont rien pu préserver ou emporter.

Suicide d'un soldat

Un militaire du 26^e régiment d'infanterie, appartenant à la classe 1893, récemment incorporé, s'était vu refuser une permission qu'il avait demandée pour aller passer les fêtes du jour de l'An dans sa famille.

Vivement affecté par ce refus, le jeune soldat, après avoir passé, mardi matin, quelques instants à la cantine, remonta dans sa chambre, située au troisième étage de la caserne, et se jeta par la fenêtre.

Au même moment retentissaient les premières notes du réveil en fanfare sonné à l'occasion du 1^{er} janvier.

